

Le lent délitement des services publics à Gardanne

Cela se fait tout doucement, par étapes. C'est un démantèlement patient et méticuleux de nos services publics qui est à l'œuvre. La CAF a disparu, seules quelques permanences du service social se tiennent désormais dans un centre Filiéris. La Trésorerie a elle aussi fermé ses portes. La Poste de Biver n'est plus ouverte que le matin. L'agence postale de Gardanne se concentre de plus en plus autour de ses activités bancaires et on ne peut plus poster ou réceptionner un colis sans faire 20 mn de queue au minimum. De plus, elle ferme désormais certains mercredis. La MDS transférée au Puits Morandat ne pourrait être plus éloignée des usager.e.s gardannais.e.s. C'est désormais le centre de sécurité sociale dont on apprend la vente, **bien entendu, sans que ce soit la municipalité qui nous en informe.**

Quarante travailleuses et travailleurs seront déplacé.e.s, probablement sur Aix. On le sait à chaque fois qu'un emploi disparaît sur la ville, il en impacte d'autres et on glisse sur la pente qui pourrait conduire Gardanne à devenir une ville dortoir. Seul l'accueil serait conservé dans de nouveaux locaux. Où ? Projetterait-on une Maison France Service où des agents de service public, au mieux, ou des salarié.es d'une association conserveraient de rares permanences tandis que l'accompagnement serait la plupart du temps le fait d'une personne ne maîtrisant pas les sujets ? Qu'on se le dise, il est impossible d'être à la fois compétent sur les questions d'État civil, les dossiers France Travail, les dossiers sécu... C'est la raison pour laquelle les agent.e.s des Maisons France Service se retrouvent bien souvent à être seulement capables d'expliquer aux usager.e.s comment effectuer leurs demandes en ligne. Par ailleurs, si le centre de sécurité sociale se limite à un centre d'accueil, il sera bien plus facile, à terme de le fermer entièrement. Ces projections pessimistes ne sont pas de pures spéculations : elles reposent sur l'observation de ce qui a pu se produire ailleurs dans le département. **Nous savons bien que nous ne pourrions jamais compter sur la majorité municipale pour mener les combats nécessaires à la conservation des services publics.**

Nous ne pouvons pas accepter que disparaissent inexorablement nos services, nos emplois. La fracture numérique ne concerne pas uniquement les personnes peu ou mal équipées. La mise à disposition d'ordinateurs dans des Maisons France Service ne peut résoudre le problème. La fracture numérique concerne aussi toutes celles et ceux qui formulent une demande complexe ne rentrant pas dans les cases – et donc, potentiellement tout le monde. Pour le vivre ensemble, la solidarité, la cohésion, soyons ambitieux. Réclamons, au contraire, la création de Maisons de la Sécurité Sociale, où les services de la CPAM, de la CARSAT et de la CAF pourraient coexister et interagir. Pourquoi ne pas les imaginer adossées à des centres de soin ? **La ville a laissé disparaître notre centre mutualiste, réclamons le retour de notre droit à la santé ainsi que de notre droit à être informé.e.s de l'état de nos services publics.**

Aux côtés des agent.e.s et des usager.e.s, mobilisons-nous pour que restent et s'améliorent nos services publics sur la ville.

